

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE 1978 - N° 802

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Manufrance

Aciéries de Paris et d'Outreau

LA MOITIE

DES OUVRIERS LICENCIÉS



En une journée, mercredi, deux importantes entreprises annonçaient qu'elles licencieraient un travailleur sur deux.

1 500 aux «Aciéries de Paris et d'Outreau», 1 300 à Manufrance. C'est loin d'être tout. Ainsi, il est connu que si Manufrance ferme ses ateliers de fabrication de cycles, d'ar-

mes, de machines à coudre, cela aura des répercussions sur des dizaines de sous-traitants à travers toute la France. C'est sans doute à terme donc plusieurs milliers de familles ouvrières qui sont concernées.

Même chose en ce qui concerne les 400 travailleurs de CIT-Alcatel de la

Rochelle qui, au cours du deuxième trimestre, recevront leur lettre de licenciement. Pour tous ceux de l'usine de La Rochelle, chômage technique du 25 au 31 décembre et à partir du 1^{er} janvier un horaire qui passera de 40 heures à 28 heures par semaine.

Les travailleurs de la

région rochelaise seront aussi frappés par les six jours de chômage technique en fin d'année à l'usine Chrysler de Périgny.

Dans la sidérurgie, hormis Outreau, à Boulogne-sur-Mer, la Lorraine payera encore une fois un lourd tribut à la crise. Ainsi, à Usinor Longwy, dès le 1^{er} décembre, 6 000 travailleurs chômeront partiellement. L'horaire y est ramené à 32 heures. A Usinor-Thionville, le chômage durera de trois à sept jours tandis qu'à Neuves-Maisons, la direction annonce un chômage «conjuncturel» sans limite dans le temps...

Face à cette cascade d'attaques contre les travailleurs, ceux de Pilotaz à Chambéry ont décidé d'occuper leur entreprise par roulement contre les 511 licenciements qui les menacent. Ils prennent la seule voie qui vaille, celle de la lutte.

Lire en page 4

ROUEN GRAVE PRECEDENT CONTRE LE DROIT DE GREVE

A Rouen, six travailleurs ont été condamnés à payer les pertes de salaires de 24 «jaunes» de l'usine à la suite d'une grève en septembre 1976. Cette division qui peut faire jurisprudence est lourde de menaces contre les travailleurs.

Lire en page 8

ROUMANIE de plus en plus d'opposition avec l'URSS

Dès 1964, la Roumanie s'est opposée à l'URSS lorsque celle-ci, sous prétexte de division internationale du travail, a voulu la spécialiser dans l'agriculture. Le gouvernement roumain a défini une politique de développement multilatérale qu'il n'a cessé de conduire depuis, renforçant ses liens en particulier, avec le Tiers Monde.

En 1968, la Roumanie a refusé de participer à l'agression contre la Tchécoslovaquie, n'acceptant pas de faire de son armée un instrument du social-impérialisme qui cherche à établir son hégémonie sur le monde.

Dernièrement, le refus du gouvernement roumain de soutenir l'effort de guerre soviétique a aggravé ces contradictions avec l'URSS. La Roumanie s'est préparée à toute éventualité et ne cédera pas au chantage du social-impérialisme.

Lire en page 6

Séguy

au 40^e Congrès : plus de silence que de réponse

Séguy a répondu, mercredi, aux questions soulevées par le débat général. Il a notamment affirmé que la CGT avait atteint un «point de non-retour» en matière de fonctionnement démocratique. Mais aucune auto-critique ne sera faite sur le soutien apporté au PCF par la direction confédérale dans la bataille électorale. Les propositions de lutte ont été bien vagues. Les limites d'une ouverture.

Lire en page 3

Hersant inculpé

Lire en page 8

Le débat actuel en Chine

Lire en page 5

**25 millions
pour
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 22,1 millions

Lire en page 2

Un vétéran du PCF

«Quand nous posons des questions, on a l'impression de gêner»

«Il faut un changement en profondeur», nous disait l'autre jour un militant vétéran du PCF après avoir exprimé son inquiétude sur le fait que la bourgeoisie tente de récupérer une partie importante de ce qu'elle a dû concéder ces dernières années. A propos de l'accord du 13 mars 78 il nous dit : «En fait, nous n'avons jamais pu débattre, mais je suis sûr qu'avec un accord pareil, on a fait un beau cadeau à Giscard, Barre et tous les autres... Comment pourrait-on croire que les travailleurs nous suivraient alors qu'on signait, en trois heures un accord après six mois de polémiques».

Il poursuivait : «Mais, il n'y a pas que ça. Il y a beaucoup d'autres choses qui ne vont pas. Par exemple, à chaque réunion de cellule, nous échangeons nos idées, nos préoccupations et nous nous mettons d'accord sur les questions à débattre en section. Comment expliques-tu qu'en section, à chaque fois que nous posons ces questions, les camarades se débent et nous répondent à côté ?

Autre exemple, poursuit-il, nous n'avons toujours eu aucun compte rendu du débat organisé à la fête de La Marseillaise sur l'URSS. Je ne comprends pas pourquoi la fédération ne cherche pas à discuter avec les cellules, pourquoi il n'y a pas de compte rendu de ce débat. Nous avons l'intention de demander des comptes, à plusieurs, prochainement. Il s'agit de savoir si les décisions dans le parti sont toujours prises par un petit groupe. Quand nous posons des questions sur le fonctionnement du parti, on a l'impression de gêner.

Les larmes aux yeux, ce camarade conclut : «Je vais essayer d'éclaircir les questions qui me préoccupent de plus en plus. Je suis au parti depuis 20 ans, mais je le quitterai si l'on ne me répond pas ou si l'on répond à côté».

D'après une correspondance de Marseille

Defferre violemment contesté par des responsables PS des Bouches du Rhône

Trois militants membres du comité directeur de la Fédération PS des Bouches du Rhône réagissent vivement aux attaques portées par Defferre contre Rocard en fin de semaine dernière. On se souvient que Defferre avait accusé le député des Yvelines de parler en «inspecteur des impôts», de proposer une austérité voisine de celle que prônent Giscard et Barre. Defferre avait été jusqu'à dire que la politique proposée par Rocard lui rappelait celle de Laval en 1934. L'intervention de Defferre avait été jugée si brutale que Charles-Émile Loo, responsable de la fédération, avait vu la nécessité de rédiger un communiqué pour atténuer les propos du maire de Marseille.

Visiblement, les trois militants ne sont pas satisfaits par cette mise au point et interrogent Defferre. Nous publions quelques extraits de la lettre ouverte des trois responsables.

L'importance de celle-ci réside aussi dans le fait que cette fédération avait la réputation d'être dirigée sans partage par Defferre.

«De nombreux camarades ont entendu avec consternation les propos que tu as tenus à l'encontre de Michel Rocard (...). La référence à Laval de 34 insinue avec fiel une évolution fascisante. L'attaque des hommes substituée au débat d'idée était jusqu'à maintenant l'apanage de la droite pour masquer la pauvreté de ses idées.

Jusqu'à maintenant tu réservais cette attitude aux BdR; intimidation lors des conventions de Grans et de Vitrolles (...); limogeage des instances dirigeantes de ceux qui demandaient une véritable démocratisation de la fédération; manipulation lors de la dernière convention sur l'organisation (...).

As-tu un langage à Paris et un autre à Marseille ? Que penses-tu de la lutte des classes ? (...)

Qu'en est-il de l'autogestion dans la fédération des BdR, à la mairie ?

Dans les attaques contre Rocard, «est-ce l'ancien candidat aux élections présidentielles, le maire de Marseille, le patron de presse qui parle ainsi ?

Tu as porté le débat sur la place publique. En ce qui nous concerne, nous avons joué le jeu du débat interne. Aujourd'hui, nous te demandons de répondre sur la place publique».

Le dossier européen

LES REGROUPEMENTS DES PARTIS

● Dans la perspective de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, des fédérations de partis se sont constituées au niveau de la CEE, sur la base d'affinités existant souvent de longue date. L'appartenance de certains partis à une fédération européenne a une incidence sur les fonds que toucheront ces partis pour leur campagne.

Il existe actuellement au niveau de la CEE trois fédérations de partis :

— La fédération des partis sociaux-démocrates dans la Communauté, fondée en avril 1974. Les principaux partis qui la composent sont le SPD allemand, le PS français, le parti travailliste britannique, les deux partis sociaux-démocrates italiens rivaux (le PSI et le PSDI) et les deux branches des sociaux-démocrates belges (Flamande et Wallonne). Pour la France, le MRG y est associé ;

— La fédération des partis libéraux et démocrates de la CEE, fondée en mars 1976. Elle comprend pour la France le PR, le parti radical valoisien et le MDSF ; pour l'Italie, le parti libéral et le parti républicain ; le FDP allemand ; le parti libéral britannique ;

— Le parti populaire eu-

ropéen depuis avril 1976 fédère les partis d'inspiration démocrate-chrétienne : le CDS français, la DC italienne, la CDU-CSU allemande, le Fine Gael irlandais et plusieurs partis confessionnels des Pays-Bas.

Parmi les principaux partis français, deux ne sont pas membres de tels regroupements : le RPR, qui a toutefois eu des entretiens avec divers partis de droite de la CEE, et le PCF qui s'oppose sur des questions importantes à ses homologues européens, en particulier le PCI, seul parti révisionniste de masse avec le PCF parmi les pays de la CEE. De vives contradictions opposent les deux partis sur l'intégration européenne, ainsi que sur l'élargissement aux pays de l'Europe du Sud. Des partis de taille plus petite, comme le PC britannique faisant même campagne

pour le retrait de leur pays de la CEE.

UN FINANCEMENT DIFFÉRENCIÉ

L'appartenance à de telles fédérations de partis crée des différences dans la distribution des fonds communautaires affectés à la campagne électorale. Cette question a suscité des controverses, notamment de la part des éléments du RPR les plus hostiles à la construction européenne : Debré avait parlé à ce sujet de détournement de fonds.

Qu'en est-il de ces fonds ? Il s'agit d'une part de 57 millions affectés à une «campagne de sensibilisation» aux élections européennes, campagne menée par la commission de Bruxelles pour persuader les électeurs de l'intérêt de ces élections, qui, d'après les sondages, n'apparaît pas évident à un grand nombre d'entre eux. Ces fonds n'iront pas dans les poches des partis.

Une enveloppe du même montant est affectée à la campagne des partis au prorata de leur représenta-

tion actuelle au Parlement de Strasbourg, sur la base de 288 000 F par parlementaire élu (le RPR a 9 parlementaires, l'UDF 12, dont 3 CDS, 2 radicaux, 6 PR, et 1 MDSF, le PS 8, le MRG 2 et le PCF 5). La différence de financement pour les partis s'établit ainsi ; les partis non affiliés à une fédération reçoivent l'intégrité des sommes auxquelles leur nombre de parlementaires leur donne droit. Pour les autres, une retenue importante est opérée à la base ; la plus grande partie des fonds est affectée à la fédération pour sa campagne propre. Pour le reste, c'est une bataille de chiens entre les différents partis européens pour s'attribuer la plus grande part du gâteau.

En attendant, les partis français les plus réticents quant à la construction européenne seront ceux qui recevront la plus grosse part du magot. Il est à prévoir qu'ils ne feront pas de campagne tonitruante pour dénoncer l'origine communautaire de ces fonds.

François NOLET

Le nouveau ministre des Affaires étrangères : «Centre gauche»

Le remplacement de Guiringaud par J. François-Poncet était annoncé officiellement à la sortie du conseil des ministres mercredi. Cette nomination a davantage de signification qu'un simple remaniement ministériel, compte-tenu de la personnalité du nouveau promu. Issu des grandes écoles de formations de la bourgeoisie, François-Poncet a été pendant deux ans secrétaire général de la Présidence de la République après avoir été pendant six mois secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères.

Une de ses principales caractéristiques est d'être un proche conseiller de Gis-

card.

Sa seconde caractéristique est d'être président du conseil général de Dordogne grâce aux voix des radicaux de gauche. Le 22 mai 1978, lorsqu'il fut élu à ce poste il fit diffuser une note qui indiquait : «Quoique reflétant des facteurs exclusivement locaux, l'élection du secrétaire général de la présidence de la République à la tête d'un département qui est un des fiefs de l'opposition et qui est situé dans une région d'où la majorité a pratiquement disparu n'en constitue pas moins un fait politique intéressant pour les observateurs de la scène électorale nationale».

L'aspect centre gauche du nouveau ministre est d'autant plus important que l'on sait que c'est sur le plan de la politique étrangère que les convergences entre la gauche non PCF et Giscard sont les plus nombreuses. N'est-ce pas Mitterrand qui déclarait le 9 octobre à la télévision : «Nous sommes prêts à nous associer à M. Giscard d'Estaing, dans toutes les instances internationales, à chaque fois qu'il s'agira de représenter la France». Comment cette gauche ne s'entendrait-elle pas a fortiori avec un homme qui dit : «La social-démocratie me conviendrait assez bien» ?

D'AVANT GARDE ?

L'hebdomadaire du MJCF, *Avant Garde* reparaît après une suspension de quatre mois. Se fixant comme objectif une diffusion de 50 000 exemplaires, il y a un an, l'hebdomadaire de l'organisation de jeunes du PCF ne diffusait pas à plus de 15 000.

RPR ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le RPR a décidé de constituer une commission de contrôle de la Sécurité sociale.

«Nous voulons montrer que ce qui nous préoccupe, c'est la gestion de la Sécurité sociale qui échappe totalement au contrôle parlementaire». Quand le RPR dirigeait le gouvernement, cela ne le «préoccupait» pas.

25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Malakoff	Ventes	20
Ventes		60
Martignes	Ventes	145
Collecté par des camarades		1 000
Marseille	Une chercheuse	100
Soutien	Un chercheur	200
Des amis du Quotidien		400
M-A.L.	Soutien	20
F. Employée	Parents d'un camarade	20
J-P R.	Ventes	180
Narbonne		450
Sainte Geneviève des Bois	Total	3 760
Pour le 16 pages	Ancien total	217 580
Travaux		15
	NOUVEAU TOTAL	221 340

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

40^e Congrès de la CGT

SÉGUY : QUELQUES RÉPONSES ET UN GRAND SILENCE

De nos envoyés spéciaux

● C'est devant une salle fort attentive encore, malgré le défilement de 90 interventions depuis lundi, que Georges Séguy a répondu (au nom de la direction confédérale) à ce qui a été jugé par lui comme les principales interpellations : sur la démocratie syndicale, l'Europe, le cumul des mandats, la syndicalisation des enseignants et la question du Comité National d'Unité d'Action.

Ainsi des questions fondamentales sont donc encore une fois passées à la trappe ! Rien sur les «changements démocratiques et l'avenir socialiste de la France» : rien non plus sur le bilan syndical des luttes et du soutien de la CGT au Programme commun... Et pourtant on aurait tort de s'en tenir là. Car le discours de Georges Séguy affirme assez nettement un «point de non retour» en matière de fonctionnement démocratique. Il sera désormais possible de s'en saisir pour imposer après le congrès sur bien des points le débat de fond auquel la confédération se dérobe à Grenoble !

Longuement, le Secrétaire général de la CGT a souligné le caractère «novateur» du débat entrepris. Parlant des capacités d'ouverture de la confédération, il a voulu se situer dans une position moyenne : «Ceux qui ont douté de l'ouverture doivent être rassurés par notre 40^e congrès ; et ceux qu'elle a effrayés doivent comprendre que la qualité et le rayonnement du débat nous encourage à continuer». Mis en fait, Séguy a parlé le plus clair de son temps en direction de ses militants dont Frischmann des PTT avait en bonne part exprimé le point de vue. Ils se sont entendus

dire que «en matière de perfectionnement de la démocratie et d'élans audacieux, un point de non retour a été atteint et que tout le monde dans la CGT doit en tirer les conséquences» ! Et c'est un fait indéniable que beaucoup de délégués CGT et de responsables à tous les échelons ont appris ou réappris à écouter des opinions différentes à l'occasion de ce 40^e congrès. L'unanimité est bien malade et c'est fort heureux. Séguy le sait et le dit, car ce qui est en jeu, c'est le dynamisme de la CGT et son image, conditions majeures de l'influence syndicale et de sa concrétisation au plan des

effectifs et des succès professionnels. C'est en quelque sorte le prix à payer pour effacer, ou tout au moins tenter d'évacuer, le bilan négatif des luttes syndicales face au Plan Barre... Aussi Séguy n'a-t-il pas lésiné. Il a proposé l'ouverture de tribunes libres avant toute grande échéance syndicale, recommandé des congrès de syndicats (avec vote) avant le prochain congrès confédéral et il a accepté que le prochain comité confédéral national se penche sur la représentation des courants politiques et des composantes sociales dans la CGT. «Dans la CGT, il y a de la place et du travail pour tout le monde !» concluait-il. Par contre Séguy devait avec force réaffirmer «le droit pour le secrétaire général de la CGT d'être jugé sur le bilan de son travail syndical» et non pas sur son engagement au PCF, auquel «il lui serait pénible et douloureux de renoncer». En guise de réponse à ceux qui lui reprochaient son appel de Gentilly en faveur de Geor-

ges Marchais en mars 78, c'est une réponse de taille. Mais évoquant la mémoire de Benoît Frachon et son propre passé de «jeune militant pourchassé en tant que militant PCF par les nazis», Séguy a obtenu une ovation d'une majorité confortable de la salle...

Son intervention sur l'Europe fut bien plus embarrassée. Obligé de reconnaître que ce n'était pas la même chose de condamner l'actuel Europe des capitalistes et de juger l'élargissement du Marché commun et l'avenir de la construction européenne, Georges Séguy a proposé... «que la réflexion se poursuive dans un esprit d'indépendance syndicale». Des rencontres avec les Commissions ouvrières en Espagne, la CGIL (Italie) et la CGT portugaise ont été annoncées pour essayer d'harmoniser les vues.

Sanctionnant par ailleurs la démarche de Jean Louis Moynet d'ouverture d'une large discussion sur la gestion démocratique, les nationalisations, les conseils d'ateliers, l'autogestion, le Secrétaire général de la CGT a proposé de débattre de cela dans tous les syndicats. C'est bien sûr glisser sans autocritique sur l'introduction de ces thèmes en mars 78 sans réel débat à l'époque. C'est reconnaître, par la-même, que les syndicats ne s'en sont pas réellement emparés. Mais ce n'est pas pour autant que l'on pourra

mettre enfin l'orientation inspirée par le PCF dans la CGT clairement en question avec ces seuls éléments !

Et c'est sur les problèmes d'action que Séguy a conclu ses réponses. Il a refusé avec obstination de répondre aux vœux des militants de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaire et d'une bonne partie du SNEPT (professeurs CGT de l'enseignement technique) d'ouvrir la CGT aux enseignants. Pour lui, ceux-ci auraient mieux à faire en soutenant le courant «Unité et Action» (du PCF) dans la FEN et en militant en faveur de l'appel du 40^e congrès CGT, pour un Co-

mité National d'Action Syndical.

Cette proposition a d'ailleurs été reprécisée plutôt dans le sens d'un «moyen de pression contre le réformisme» à la base. Réaffirmant avec force la spécificité CGT, «seule capable de débloquent la situation pour l'unité comme pour la lutte», il s'en est pris à la CFDT accusée de vouloir donner des leçons pour «reconstruire l'espoir du travailleur».

C'est cependant aux cris de «Unité, Unité» longuement scandés par la salle, qu'il quittait la tribune après avoir affirmé sa confiance dans le sort des propositions d'unité d'action de la CGT propulsées par «un ardent 40^e congrès» !

Défendre dans la CGT les libertés pour les travailleurs des pays de l'Est

Les trois journées de débat général avaient très peu abordé les problèmes des libertés dans les pays de l'Est, sans doute du fait d'un choix du Bureau confédéral de «répondre jeudi sur des projets de résolution déposés par certains délégués». Durant le débat général, presque pas d'interventions donc sur cette question, hormis celle de Jacques Toublet du syndicat des Correcteurs parisiens : il demandait que le congrès reconnaisse les syndicats libres d'URSS et demande la libération de Klébanov.

Pourtant après des incidents dont nous parlons par ailleurs, le bureau confédéral a proposé mercredi après-midi, deux textes complémentaires sur lesquels il a organisé un vote : un «message aux portes paroles de la charte 77» et une résolution sur les «principes de la CGT» sur «les problèmes des libertés au plan international». Le premier marque un pas positif : «La CGT prendra toute nouvelle initiative qu'elle jugera opportune pour qu'il soit mis un terme, où que ce soit, aux interdits professionnels et

autres formes de répression pour délits d'opinion». Le second est plus qu'ambigu : «La CGT qui se réserve le droit de s'exprimer sur tout cas de violation des libertés, où que ce soit, ne saurait pour autant s'associer à n'importe quelle initiative aux côtés de groupements dont l'objet essentiel est de combattre le principe du socialisme».

Mais précisément ce socialisme dont il est question n'a pas été une seule fois discuté. Est-ce s'attaquer «aux principes du socialisme» que de refuser d'admettre qu'en URSS «il n'y a peut-être pas de libertés mais c'est quand même le socialisme» ? Est-ce faire de l'anticommunisme que demander la libération de Klébanov ? Peut-on dire qu'un pays qui envoie dans les hôpitaux psychiatriques des milliers de travailleurs, qui lance ses chars contre les ouvriers en grève, qui occupe militairement la Tchécoslovaquie, qui massacre le peuple érythréen, est un pays socialiste ? Ca n'est pas le cas et il faudra bien que rapidement on en débattre dans tous les syndicats CGT.

RIEN SUR LES PERSPECTIVES DE LUTTE

● Mercredi, le débat général s'est poursuivi, sans beaucoup de surprise, après deux journées qui avaient permis de prendre une première mesure de «l'ouverture». Dans ce sens, l'entrée dans le congrès mercredi à midi de plusieurs centaines de travailleurs en lutte de la région Rhône-Alpes, avec leurs banderoles, leurs casques ou leurs bleus de travail, a souligné un grand vide. A ces travailleurs en lutte, longuement ovationnés par les délégués, quelles réponses, quelles perspectives apportera ce congrès ? Bien peu, pour ainsi dire pas. Comme si le débat sur le fonctionnement de la CGT avait évacué tout le reste, pourtant fondamental, et en particulier la tactique des luttes, les perspectives d'action pour les mois qui viennent.

C'est cette inquiétude qui s'est manifestée dans plusieurs interventions, celle de Mireille Dunand de la Miom - Vitry - qui déclarait : «C'est au nom des OS que je prends la parole. Je voudrais vous exprimer ce qui me tient à cœur et qui est pour moi une inquiétude, la condition des OS et plus particulièrement des femmes (...) Chacun de nous doit s'interroger sur le combat à mener pour qu'enfin nous puissions supprimer dans toutes nos usines le travail au rendement, au boni (...). Quelle est la place des OS dans nos organisations ? Ont-ils la paro-

le ?» Celle aussi de ce délégué du bâtiment de la Gironde : il a exprimé son inquiétude devant l'inaction de bien des sections CGT en direction des travailleurs immigrés, «pas seulement en Gironde, sans doute». Il a montré l'écart entre la participation croissante des travailleurs immigrés aux luttes de la classe ouvrière, comme sur le chantier de la centrale à Braud St Louis ou de la SOMAE à Bordeaux, et la place qu'on leur accorde dans le syndicat, l'attention qu'on porte à leurs revendications. Avec force, il a demandé que les mots d'ordre sur l'unité de

Un «éclat» qui n'avance à rien

Orchestrant autour du Congrès CGT une certaine agitation sur ses thèmes inusables (délégations à l'Assemblée nationale et motions à diverses ambassades), l'AJS OCI a bien servi la cause des militants PCF opposés à «l'ouverture» dans la CGT. Deux délégués, l'un des Impôts, l'autre des Transports parisiens, relevant de cette orientation trotskyste, ont cherché à diffuser en plein Congrès une motion sur la Tchécoslovaquie qu'ils avaient pourtant déjà lue à la tribune. Quelques nostalgiques de certaines pratiques répressives (dont quelques fédéraux) ont cru bon de jouer les gros bras à cette occasion.

Mais de nombreux délégués ont condamné l'incident : les protagonistes ont été aussi sévèrement jugés les uns que les autres. Plusieurs délégués qui auraient voulu aborder le problème des libertés syndicales et politiques à l'Est pensaient que l'initiative des deux pétitionneurs avait contribué à bloquer le débat et rendu un fier service aux inconditionnels de l'URSS.

la classe ouvrière passent dans la vie, qu'on lutte, y compris dans les rangs de la CGT, contre le poids de la division entretenu par la bourgeoisie.

Et comment ne pas rester sur sa fin après l'intervention de Dorothee Letesier de l'usine Chaffoteaux et Maury de Saint Brieuc, qui explique avec enthousiasme la grève que mènent les OS de son usine depuis le 12 octobre, et qui conclue : «Pour avoir une CGT démocratique, de masse et de classe, il nous faut aussi briser les routines de lutte et les remplacer par des méthodes originales et novatrices, ce que nous faisons à Chaffoteaux et Maury». Oui, on reste sur sa fin, car tout le

problème des perspectives de lutte n'a fait qu'affleurer durant ces trois jours. A de rares exceptions près, on en est resté à décrire des luttes, sans proposer, sans débattre des orientations à mettre en œuvre dans les mois à venir. C'est un manque énorme non seulement au niveau du congrès mais plus globalement au niveau des syndiqués ! Un vide qui n'est sans doute pas fortuit. On a beaucoup parlé des problèmes de fonctionnement, de démocratie et d'indépendance. C'est positif. Mais démocratie, indépendance, sur quelles perspectives, pour faire quoi ? Sur ces problèmes fondamentaux, la direction sortante a fait l'im-passe.

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

LUTTES OUVRIERES

MANUFRACTURE : GADOT - CLET
ABAT SES CARTES

● 1 350 licenciements minimum ● Liquidation des secteurs armes, machines
à coudre et magasins...

● A Saint Etienne, mercredi 29, pour certains c'est la stupeur mais pour la plupart, c'est la colère ! Les travailleurs, dans les petits bistrotis ou les trolleybus, au casse-croûte, dans leur entreprise sont amers. Tous se sentent concernés : Manufrance, ce n'est pas seulement l'une des plus grosses usines frappées par la crise avec ses 2 600 salariés, c'est

un tissu complexe de sous-traitance et de dépendance qui touche près de 40 000 personnes dans la région et 8 000 en France. C'est aussi un symbole du passé ouvrier stéphanois et de sa réalité actuelle de chômage : 3 200 sans emplois recensés dans la Loire, dont près de 11 % de la population active de Saint-Etienne même.

Mardi 28, à 18 h, les ouvriers de MF quittent le cours Fauriel dans le froid. Ils ne savent pas encore que 1 350 parmi eux et parmi ceux de l'entrepôt de Molina et du magasin sont promis au licenciement. La réunion du conseil d'administration vient de faire tomber le couperet depuis longtemps menaçant. Jeudi 30 novembre, les administrateurs sont convoqués au tribunal de commerce de Lyon. Ils vont s'y présenter avec une perte d'exploitation de 110 millions de francs. Le bluff de Gadot-Clet avec Poulidor, les Skate-board et le fusil clairon s'effondre. Ecœurés, avec l'impression de s'être fait piéger, endormir par les responsables syndicaux qui ont joué le jeu de Gadot-Clet et par l'optimisme de façade de la municipalité de gauche, de nombreux travailleurs expriment aujourd'hui leur indignation :

« Comment a-t-on pu ainsi jouer avec nos espoirs, souffler le chaud et le froid ? » « La valse des administrateurs n'a donc servi qu'à nous lanterner pour aboutir à plus de licenciements encore que du temps du plan Blanc-Duraffour » disaient de vieux travailleurs. « Et c'est pour arriver à ça, qu'on nous a demandé de faire corps autour de Manufrance, d'être raisonnable ! » se plaignait un cégétiste, les pieds dans la neige devant un café du cours Fauriel, face à la grande maison en déroute.

DES COMPTES
A RENDRE

« J'ai sauvé tout ce qui pouvait l'être » ose prétendre le PDG qui venait encore une fois brandir le spectre de la liquidation de biens pour faire passer ses « solutions » anti-ouvrières. Bien sûr le problème des

partenaires financiers et industriels qui se sont dérobés est réel. Aussi réel que certaines productions à perte. Mais cela Gadot-Clet le savait depuis le départ et pourtant il affirmait pouvoir « sauver la vieille dame stéphanoise ». L'illusionniste a déjà bradé, avec l'accord des administrateurs municipaux, plusieurs centaines d'emplois.

Aujourd'hui il veut trancher dans le vif : arrêt de la production à Fauriel et de l'exploitation du magasin, création sur un nouveau site industriel (non précisé !) d'une usine moderne de cycles, maintien du Chasseur Français (auquel Hachette renoncera).

Alors trop c'est trop ! Vennin (PS) et Nicolas (PCF) et leur ami Juvin (représentant des mutuelles et coopératives) ne pouvaient pas faire autrement que repousser au conseil d'administration le désastreux plan Gadot-

Clet. Le représentant du PS s'en est bien sûr pris à Monory et à l'étranglement organisé par les pouvoirs publics (seuls 8 des 20 millions d'aide promis ayant été débloqués jusque là). Il a aussi chargé le PDG coupable d'avoir « laissé le département « production » sans direction » et de ne pas avoir mené les recherches de partenaires « avec la vigueur et la réserve publique nécessaires ». Le maire PCF, Sanguedolce, s'arrache les cheveux tardivement, en critiquant « l'inquiétante et suspecte volte-face de monsieur Gadot » comme « un coup de poignard dans le dos de Manufrance ».

La fédération du PCF de la Loire accuse le PDG de « livrer Manufrance aux appétits des grandes sociétés françaises et étrangères », comme si elle n'avait pas couvert avec la municipalité de gauche les démar-

ches de Gadot-Clet pour démanteler l'entreprise et la livrer pièce par pièce à Singer, Goulet-Turpin et autres firmes allemandes ou japonaises... Comme si il n'y avait pas déjà eu près d'un millier de postes supprimés depuis mars 77 à Manufrance...

L'imposture est si grossière que le RPR Neuwirth se permet de jouer les donneurs de leçons, de « déplorer la liquidation honteuse » et de réclamer « la vérité sur Manufrance » !

Les travailleurs, nombreux à manifester dès le

mercredi 29, à Saint Etienne « pour que vive Manufrance » n'oublieront pas toutes ces compromissions, cette incurie, qu'ont cautionné certains responsables syndicaux CGC mais aussi CGT. Pour sauver l'emploi au cours Fauriel, refuser le démantèlement et les licenciements, il faut arrêter les tergiversations et faire rendre des comptes aux marchands d'illusions : seule la lutte peut encore imposer une chance pour les travailleurs de Manufrance ; il est plus que temps !

Corr. SAINT-ETIENNE

2 500 Stéphanois
ont manifesté

Du perron de Manufrance jusqu'à la préfecture, place Jean Jaurès, 2 500 travailleurs stéphanois ont manifesté mercredi en fin d'après-midi, aux cris de « Manufrance vivra », « sauvons nos emplois ». La manifestation s'est dispersée sans réelle perspective de lutte après que la CGC et Monique Garnier (responsable CGT) du Comité d'Entreprise Manufrance se soient contentés de crier à « la machination » et aient condamné le « retournement de Gadot-Clet » devant un parterre d'élus de la municipalité de gauche embarrassés au possible !

INFORMATIONS GENERALES

● DETECTIVE A LA COMMISSION
DE CONTRÔLE SUR LA PRESSE

Depuis plusieurs mois, la publication spécialisée dans les faux scandales de mœurs *Detective* est l'objet d'attaques. Ses affiches odieuses lui avaient valu un premier procès intenté par des militantes d'associations familiales. Verdict : six amendes de 100 F. Mais la protestation contre l'atteinte permanente à l'image de la femme que représentent les affiches hebdomadaires a grandi. Au Parlement, le député PS Fillioud notait avec ironie : « Ce fleuron de l'édition française bénéficie, pour diffuser ses messages idéologiques, de tous les avantages consentis après guerre à la presse d'information. » Le dossier était mercredi entre les mains de la commission de contrôle des publications destinées à l'enfance, qui pouvait lui retirer le droit à l'affichage. Elle a jusqu'à présent plutôt été sollicitée pour des raisons politiques. Elle devrait, à l'encontre de *Detective*, faire preuve de tout le zèle qu'on exige d'elle à l'encontre d'autres publications qui n'ont rien d'ordurier. Etrange choix d'ailleurs que d'avoir confié à cette commission de contrôle des publications destinées à l'enfance le soin d'interdire une propagande qui ne reconnaît pas à la femme le droit d'être reconnue en tant que tel, ni d'être autre chose que femme-objet ou mère. Des femmes à Paris organisent en ce moment l'arrachage systématique des affiches de publicité, demandent aux libraires de retirer les panneaux de publicité, appellent au boycott.

LE FERRY BOAT
URSS-BULGARIE

Depuis le 14 novembre un ferry boat est en service entre l'URSS et la Bulgarie. A l'aide de 4 gros navires, le ferry boat est actuellement en mesure de transporter 80 % des marchandises échangées entre les deux pays, qui transitaient par la Roumanie. D'autre part, cette ligne de ferry boat peut permettre à l'URSS de

transporter rapidement des troupes en Bulgarie qui a une frontière avec la Yougoslavie.

LE TRUAND
MEURTRIER
ÉTAIT UN CRS

Jeudi matin, on apprenait que les truands qui avaient tué un postier à Marseille pour le voler viennent d'être arrêtés. L'auteur du meurtre est un CRS qui a tué avec son arme de service.

Syndicat de la magistrature

Démission de deux membres
du nouveau Conseil syndical

● Deux jours après l'élection du Conseil du syndicat de la magistrature, lors de son XI^e Congrès, deux des conseillers ont fait connaître leur démission de cet organisme : il s'agit de Pierre Lyon-Caen et Madeleine Sabatini.

Ces deux magistrats appartiennent à la tendance dite « modérée » qui avait présenté six candidats au conseil ; quatre d'entre eux n'ont pas été élus.

Il est nécessaire de rappeler dans quelles conditions s'étaient déroulées les candidatures au conseil du S.M. (cf QdP de mardi). Malgré la volonté du bureau sortant de voir le nouveau conseil refléter les « différentes sensibilités » du syndicat, aucun candidat « modéré » ne s'était présenté. Mais, rompant avec une tradition du S.M., deux anciens dirigeants, Louis Joinet et Pierre Lyon-Caen décidaient de se présenter. Ce qui entraînait la présentation de six candidats modérés.

Seuls deux d'entre eux étaient élus, Pierre Lyon-Caen n'arrivant qu'en douzième position sur 14 élus.

Cela signifiait-il pour autant que tous les autres conseillers pouvaient être considérés comme un bloc homogène représentant le courant dit « radical », ainsi que l'affirme implicitement Lyon-Caen ? Ce n'est pour le moins pas évident. D'abord les appellations

« modérés » ou « radicaux » recouvrent des réalités assez diverses et il n'est pas possible de ranger clairement tous les nouveaux conseillers dans une des tendances. De plus, sur les 18 conseillers que doit comprendre le conseil, deux sont des auditeurs de justice dont les positions ne sont pas encore connues, et deux autres seront élus dans quelques mois par la nouvelle promotion de l'Ecole de la Magistrature. Enfin selon les questions abordées, des majorités changeantes peuvent apparaître au sein du Conseil. Même si la tendance modérée a certainement subi un échec au congrès, l'argument du « conseil monocolore » ou de « la caution des deux modérés » manque de solidité.

Surtout et bien que Pierre Lyon-Caen affirme être « optimiste sur l'avenir du syndicat », ces deux démissions placent le conseil nouvellement élu dans une

situation difficile : deux conseillers ne sont pas encore élus, deux démissionnent et leur remplacement n'est pas prévu par des statuts qui constituaient jusqu'ici un « pari sur l'unanimité ». D'autre part, que va faire Louis Joinet dont la candidature était en un sens « liée » à celle de Lyon-Caen ?

Au moment où se pose le problème de la riposte à la sanction qui frappe Etienne Bloch, démis de ses fonctions de juge de l'application des peines, ce nouveau rebondissement

de la crise interne du S.M. ne contribue certes pas à mener cette riposte dans les meilleures conditions.

Après l'annonce des deux démissions, faite à la presse avant la tenue de la première réunion du Conseil syndical, le bureau intérimaire a exprimé son regret de ces départs et affirmé : « La carte à jouer était le pluralisme, c'est ce qui ressortait de notre congrès. Nous continuerons, malgré ces défections, à la jouer. »

Claude ANCHER

● Le nouveau conseil syndical de seize membres mis en place est composé de : Mmes Mireille Imbert-Caretta, substitut à Dijon ; Martine Comte, juge à Grenoble ; MM. Patrice de Charette, juge d'instruction à Béthune ; Louis Joinet, administration centrale ; Mmes Sylvie Perdrille, juge des enfants à Rouen ; Madeleine Sabatini, juge des enfants à Paris (démissionnaire) ; MM. François Roger, premier juge à Nantes ; Dominique Coujard, juge d'instruction à Evry ; Mme Elisabeth Vieux (sortante), substitut à Paris ; MM. Michel Marcus (sortant), juge d'instance à Tourcoing ; Dominique Schaffhauser, juge d'instance à Rambouillet ; Pierre Lyon-Caen, administration centrale (démissionnaire), Renaud Blanquart, juge des enfants à Brest ; Maurice Zavarro (sortant), juge à Béthune. Deux auditeurs (élèves magistrats) : MM. Pierre Moreau et Yves Rabineau.

LE DEBAT ACTUEL EN CHINE (2)

Dans le débat qui se déroule actuellement en Chine, se trouve posé le problème du rapport entre théorie et pratique, celui des conditions d'élaboration de la théorie révolutionnaire, et de son rôle dans la poursuite de l'édification du socialisme. Ce débat se manifeste sous des formes diverses. Des articles nombreux paraissent sur le sujet dans l'organe central du Parti communiste chinois qui s'en prend aux conceptions de la bande des Quatre, en affirmant, par exemple, que ceux-ci «*par des procédés dogmatiques, prenaient plaisir à truquer et à déformer le marxisme-léninisme et la pensée maotse-toung, et par l'obscurantisme, ils faisaient de la doctrine et des principes du marxisme-léninisme et de la pensée maotse-toung des canons religieux sacro-saints, non éprouvés par la pratique.*» Le débat prend pour une part la forme d'une critique de la «*théorie du génie*» prônée par Lin Piao, reprise de fait par les Quatre, et qui aboutit à faire de la théorie révolutionnaire une simple «*création de l'esprit*», autrement dit à la couper du mouvement des masses qui, dès lors, ne peuvent se l'approprier.

Le débat sur la théorie, sur la pensée maotse-toung, s'exprime aussi dans les dazibaos qui fleurissent notamment sur les murs de la capitale. Des opinions d'ailleurs diverses sont exprimées dans le débat en cours, y compris celles qu'évoquait voici quelques jours le Vice-premier ministre Teng Hsiao-ping, en disant : «*Quelques-unes des opinions exprimées sont incorrectes et en particulier cette évaluation selon laquelle Mao Tsé-toung ne serait bon qu'à 70 % contre 30 % de mauvais.*»

Alain Jacob du *Monde*, ainsi que les autres commentateurs de la presse bourgeoise, n'ont pas hésité à en conclure que la «*démaoïsation*» de la Chi-

ne était déjà bien engagée.

Mais, comment peut-on prétendre sérieusement «*conclure*» sur le débat en cours — et qui est sans doute loin d'être achevé — sans même le rapporter aux circonstances concrètes dans lesquelles il se déroule, sans le rapporter à ce qui le motive. Car ce débat a surgi sur la base d'une interprétation erronée de la pensée maotse-toung, celle véhiculée par les Quatre, et dont le peuple chinois mesure aujourd'hui toutes les conséquences pratiques. La déformation du marxisme-léninisme et du maoïsme par les Quatre, bien loin d'être un simple problème académique a eu une grande portée pratique, en entraînant de graves perturbations dans la construction du socialisme, perturbations dont les masses chinoises ont eu à supporter les conséquences dans leur existence quotidienne. C'est donc à la suite d'une période marquée par une falsification par les Quatre du marxisme, avec les conséquences qui en découlent, qu'a surgi le débat actuel sur le maoïsme.

La désorganisation de certains secteurs de la production, le retard pris dans l'amélioration des conditions de vie et de travail du peuple, le climat de méfiance, de suspicion, de division créé au sein des masses à la suite de l'étiquetage «*révisionniste*» opposé à tous ceux manifestant leur intérêt pour la production, et toute une série d'autres conséquences néfastes sont étroitement liées à la déformation par les Quatre des principes dégagés par Mao — à partir de l'expérience de la révolution chinoise et d'un bilan de l'expérience soviétique — pour la construction du socialisme en Chine.

En soulignant la néces-

sité de «*mettre la politique au poste de commande*», Mao visait à combattre la «*théorie des forces productives*» de Liou Chao-chi, chi, ainsi que de Lin Piao, selon laquelle, à une étape donnée de l'édification du socialisme, la production deviendrait la tâche unique, la poursuite de la lutte de classe contre la bourgeoisie devant être dès lors suspendue ou abandonnée. La prise en compte de cette exigence, ainsi mise en évidence par Mao, et devant permettre de prévenir tout danger de restauration du capitalisme, et de consolider la dictature du prolétariat, était exprimée notamment dans un des mots d'ordre centraux de la révolution culturelle : «*Faire la révolution et promouvoir la production*».

C'est sur cette base que le rapport au 9^e Congrès du PCC définissait ainsi l'articulation entre poursuite de la révolution et développement de la production : «*Il n'est pas question de substituer la révolution à la production, mais de faire en sorte que la révolution commande à la production, la stimule et l'entraîne.*»

Or, les Quatre ont complètement dénaturé ces enseignements de Mao, en défendant une conception séparant mécaniquement révolution et production, une conception que les travailleurs chinois, qui l'ont vigoureusement condamnée, ont résumé par cette formule : «*La révolution menée à bien, la production se développe spontanément*». En se présentant comme les défenseurs les plus en pointe de la révolution, et du courant de critique, pendant la Révolution culturelle, des idées révisionnistes, notamment de celles présentées par Liou Chao-chi, en se présentant comme les meilleurs défenseurs de l'exigence définie par Mao de «*la politique au poste*

de commande», de la poursuite de la lutte de classe, les Quatre se donnaient une apparence de gauche, qui leur servait en fait à déformer la cible de la Révolution culturelle, à semer la confusion sur ses causes et ses méthodes. Ainsi, sous prétexte de défendre les enrichissements apportés par Mao Tsé-toung au marxisme-léninisme, concernant la poursuite de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat, ils les isolaient unilatéralement des autres enseignements du maoïsme, dont le nécessaire développement des forces productives comme condition de l'édification du socialisme.

Répétant à satiété des citations de Mao Tsé-toung, qui se trouvaient tronquées, du fait qu'elles étaient coupées de leur contexte et de la réalité, en opposant, prétendument au nom de Mao Tsé-toung, la révolution à la production, ils n'hésitaient pas à proclamer que, qui est révolutionnaire, «*ne craint pas l'arrêt de la production et du travail*». Alors qu'en Chine, pays socialiste et pays du Tiers Monde, qui ne s'est arraché à la misère que depuis trois décennies, le développement actif de la production est une question vitale, les conceptions des Quatre, en entravant l'amélioration du niveau de vie, et en suscitant les divisions au sein du peuple par «*l'étiquetage*», débouchent sur une autre grave conséquence : faire apparaître l'idée même d'activité politique comme quelque chose de nuisible, et donc du coup, de favoriser le développement des idées révisionnistes, en éloignant à terme, les masses ou une partie d'entre elles de la lutte politique.

Ce faisant, c'est dans toute une série de domaines que les Quatre ont falsifié les enseignements de Mao, avec autant de

conséquences graves pour les masses. Au niveau du Parti, l'attribution de l'étiquette «*révisionniste*» à quiconque s'intéressait à la production, «*outissait*» à s'en prendre à la grande masse des militants et des cadres, et à placer aux postes de responsabilités des gens recrutés sur la base d'un esprit de coterie. Citant Mao Tsé-toung, pour se prévaloir d'une parole révolutionnaire, les Quatre remettaient en fait en cause les enseignements de Mao sur l'édification du Parti, la nécessité de pratiquer le principe de «*guérir la maladie pour sauver l'homme*», en vue d'unifier le Parti au lieu de le diviser.

Falsification des enseignements de Mao tout en s'en réclamant comme les meilleurs défenseurs, cela est vrai aussi chez les Quatre, pour tout ce qui concerne l'Etat socialiste et le fonctionnement de la société. Ainsi, c'est au nom de «*la dictature intégrale sur la bourgeoisie*», au nom de la critique maoïste de la thèse révisionniste de Krouchtchev qui préconisait l'abolition, sous le socialisme de la dictature vis-à-vis de la bourgeoisie, que les Quatre étendaient l'application de la dictature au peuple lui-même.

Ainsi, les Quatre n'ont cessé d'utiliser à leur profit la pensée maotse-toung en mettant en avant des citations tronquées, coupées de leur contexte et de la réalité. En opposant, au nom de Mao Tsé-toung, la révolution à la production, en niant la démocratie socialiste au nom de «*la dictature intégrale*», ils appelaient à une foi aveugle, paralysant le centralisme démocratique, bloquant les initiatives et les réflexions des masses pour imposer leur pouvoir. Quand ils préconisaient «*l'application vivante*» de la pensée maotse-toung, c'est-à-dire en fait l'application de citations tronquées à telle ou

telle réalité, les Quatre visaient à détourner le Parti et les masses d'une véritable étude, d'une confrontation de la théorie à la pratique.

Cette démarche était la négation même des conceptions de Mao Tsé-toung sur la théorie révolutionnaire. Ainsi, Mao dit qu'il faut «*s'assimiler la théorie marxiste-léniniste et se l'assimiler dans le seul but de l'appliquer*», cela signifie, bien entendu, confronter sans cesse cette théorie à la réalité et l'enrichir.

Dès 1937, Mao soulignait dans *De la pratique* : «*Dans la pratique sociale, le processus d'apparition, de développement et de disparition de la connaissance humaine. Puisque la pratique des hommes, qui transforme la réalité objective suivant des idées, des théories, des plans, des projets déterminés, avance toujours, leur connaissance de la réalité objective n'a pas de limites... Le marxisme-léninisme n'a nullement épuisé la vérité ; sans cesse dans la pratique, il ouvre la voie à la connaissance de la vérité.*»

Ce point de vue s'inscrit en faux contre les conceptions des Quatre qui, dans l'utilisation de la théorie révolutionnaire, entretiennent une filiation très nette (que le Parti communiste chinois a mis en évidence), avec les conceptions de Lin Piao, et sa «*théorie du génie*», donnant une vision tout à fait idéaliste de l'élaboration de la théorie révolutionnaire, comme si elle ne se fondait pas sur l'expérience révolutionnaire des masses. Le débat actuel en Chine, où sont posés entre autres les problèmes relatifs à la théorie révolutionnaire, son élaboration, son rôle, surgit donc après toute une période qui avait vu les Quatre tenter de falsifier le maoïsme.

INFORMATIONS GENERALES

Ile de France : des centaines de crèches à créer

La garde des enfants pour les femmes qui travaillent représente un réel problème. L'Ile de France, région qui n'est pas défavorisée par rapport aux autres, ne compte que 35 000 postes d'accueils en crèches familiales ou collectives pour 240 000 enfants de moins de trois ans dont les mères travaillent. C'est ce qui ressort du rapport du Conseil régional d'Ile de France qui siègeait

mardi, et qui devait redéfinir sa politique sur cette question. En fait peu de changement. Actuellement, seulement un enfant sur sept est gardé en crèche, chiffre inférieur aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui préconise 4 places en crèches pour mille habitants. Le Conseil régional d'Ile de France vient de débloquent quelques crédits pour faire

passer le chiffre de 3,5 places pour mille habitants à 4,3 d'ici 1980.

Les femmes travailleuses, dont la charge des enfants leur est impartie de fait, devront donc selon cette décision continuer d'aller de solution provisoire en solution provisoire, pour celles qui n'auront pas la chance de disposer de place en crèche pour

leur enfant. De fait aussi, de nombreuses travailleuses sont contraintes de suspendre leur travail à l'extérieur, car trop souvent les frais de garde représentent une part trop importante du deuxième salaire. Quant aux mères célibataires, leur cas est souvent dramatique, et si elles ne disposent de membres de leur famille pour assurer la garde des enfants, leur choix est plus restreint. Et

ce ne sont pas les foyers pour mères célibataires qui peuvent répondre à leurs souhaits : leurs enfants et elles mêmes étant la plupart du temps soumis à des règlements qui ressemblent de près à ceux des prisons. Quant à l'épanouissement des enfants dans ces conditions, il est sérieusement compromis...

Dans certaines villes de

cette région, et qui sont loin d'être des exceptions, les places en crèche sont à retenir parfois trois ans à l'avance ! Si l'on prend en considération les entraves mises à la libération de la contraception et de l'avortement, cette situation n'est pas prête d'être améliorée...

URSS - ROUMANIE : DEUX POLITIQUES DE PLUS EN PLUS OPPOSEES

● Les déplacements d'ambassadeurs de pays membres du pacte de Varsovie en poste à Bucarest ont révélé, par les inquiétudes qu'ils ont suscitées, la profondeur des désaccords manifestés par le gouvernement roumain à l'égard de la politique du Kremlin et les dangers auxquels la Roumanie a à faire face. Bien que membre du COMECON et du Pacte de Varsovie dont il n'est pas actuellement question qu'elle se retire, la Roumanie s'est oppo-

sée aux tentatives d'intégration depuis plus de dix ans. Si les divergences ne sont pas nouvelles, elles vont en s'approfondissant, et les révélations faites par Ceausescu concernant son refus que la Roumanie participe à l'effort de guerre soviétique indiquent que les politiques suivies par la Roumanie et l'URSS sont de moins en moins compatibles. Ce qui rend possible l'ouverture d'une grave crise dans leurs relations.

de nouvelles zones, en Afrique par exemple», déclarait Ceausescu à un journal syrien le 18 novembre.

UNE OPPOSITION DE PLUS EN PLUS OUVERTE

Non seulement ces points de vue amènent la Roumanie à soutenir des positions différentes de celles de l'URSS concernant les problèmes du désarmement, les rapports entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés mais cela l'amène à s'opposer à l'URSS de plus en plus ouvertement en mettant en cause sa politique, en dénonçant les tentatives de repartage du monde. Ce ne sont plus seulement les appréciations de la Roumanie qui sont opposées à celles de l'URSS, c'est également son activité internationale : elle resserre ses liens avec la Yougoslavie sur la base d'une opposition commune à l'hégémonie, elle s'oppose au sein du pacte de Varsovie aux menées soviétiques. Cela conduit à une tension de plus en plus vive entre l'URSS et la Roumanie dont l'une des manifestations avait été la réponse

que la presse officielle roumaine avait faite aux diatribes des Soviétiques à l'occasion du voyage de Hua Kuo Feng en Roumanie l'été dernier : «Certains pays socialistes ont utilisé des reportages déformés avec des arrières pensées et par insinuations pour commenter cette visite et faire leur propagande. Cette attitude... n'est pas conforme au rapprochement à l'amitié et à la coopération de tous les peuples».

Avec le développement de la politique impérialiste de l'URSS, et le rapprochement de plus en plus marqué de la Roumanie avec des pays du Tiers Monde, l'opposition est de plus en plus ouverte entre les deux pays. La présence de la Roumanie au sein du pacte de Varsovie est devenue un obstacle à la réalisation des projets de l'URSS. L'URSS pourrait être tentée de le lever par la force, mais elle sait également que l'armée roumaine a été préparée à une telle éventualité. En tous cas, la crise peut éclater à tout moment, quelle que soit la forme sous laquelle elle apparaît.

Grégoire CARRAT

Le souci de conserver une indépendance au sein des pays de l'Est s'est manifesté dès 1964 lorsque, sous prétexte de division internationale du travail, le Kremlin voulut imposer à la Roumanie de se vouer à l'agriculture. Le gouvernement roumain a alors défini la politique de développement multilatéral par lequel elle a commencé de se doter d'une infrastructure industrielle cohérente avec les projets de développement du pays. Cette politique s'accompagne d'une recherche systématique de diversification des échanges entre 1970 et 1976. Les exportations en direction des pays de l'Est passent de 50,3 % à 38,3 % du total des exportations ; les importations en provenance de ces pays de 48,3 % à 40,1 % ce qui fait de la Roumanie le moins intégré des pays du CAEM. Par contre, il est devenu celui qui a les liens

les plus étendus avec les pays du Tiers Monde : ses exportations en leur direction passant de 10 % du total en 1970 à 19,4 % en 1976 et les importations en provenance passant de 6,6 % à 17,9 % du total.

LE SOUCI DE L'INDÉPENDANCE

Sur le plan militaire la Roumanie avait été amenée à suspendre sa participation aux manœuvres du pacte de Varsovie et à protester contre les manœuvres ostensiblement organisées à sa frontière.

Sur le plan politique enfin, la Roumanie a été conduite à développer une politique originale reposant sur une diversification de ses relations, reposant sur un resserrement des liens avec la Yougoslavie et un rapprochement constant en direction du mouvement des pays du Tiers Monde, établissant avec

eux des liens nombreux dont les changements dans les orientations des échanges sont une manifestation des relations étroites avec la République populaire de Chine. Ce souci de diversification des relations s'est également marqué par un voyage de Ceausescu aux USA au début de 1978. Depuis 1976, la Roumanie est invitée permanent des travaux du mouvement des non-alignés dont elle soutient de plus en plus nettement les aspirations et les orientations politiques.

CONTRE LA RIVALITÉ ET LE PARTAGE DES SPHERES D'INFLUENCE

Le souci de préserver l'indépendance du pays s'est peu à peu étroitement combiné avec une appréciation de la situation mondiale, et des tâches que cela entraîne, de plus

en plus opposée avec celle que l'URSS veut faire partager aux pays d'Europe de l'Est.

«Deux tendances diamétralement opposées caractérisent la situation internationale actuelle. La première tendance est la lutte incessante de tous les peuples contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, la politique du plus fort et la politique de diktat, pour la sauvegarde de leur indépendance, de leur souveraineté d'État, pour la maîtrise de leur propre destin et pour l'édification d'une vie conformément à leur propre volonté ; la seconde est la poursuite accélérée de la politique impérialiste et colonialiste de maintenir et de saisir plus de positions sous leur domination et de repartager les sphères d'influence. Cette rivalité est à l'origine de la tension continue que nous voyons au Moyen-Orient comme dans

● 31^e anniversaire de la partition de la Palestine

Des mesures extrêmement sévères ont été prises en Palestine occupée afin de prévenir toute manifestation de célébration du 31^e anniversaire de la partition de la Palestine. Des arrestations ont été opérées. On observe par ailleurs un regain de mobilisation contre le plan d'autonomie en Cisjordanie. Au moment où s'ouvre «la semaine palestinienne», patronnée par l'ONU, il semble qu'un accord soit sur le point de se réaliser entre l'OLP et la Jordanie. Les deux parties ont rejeté les accords de Camp David. A l'ONU même, plusieurs résolutions condamnant Israël ont été votées à l'écrasante majorité.

● L'ARMÉE EST INTERVENUE A LA RAFFINERIE DE TÉHERAN dans la journée de mercredi. La raffinerie était touchée par des mouvements de grève. Des camions-citernes, conduits par des soldats, ont alimenté les stations-services.

FRANCE-IRAN

Sarkis a annoncé à l'issue de son entrevue avec Giscard d'Estaing que le problème des livraisons de matériel militaire avait été évoqué. Ce fut confirmé par le porte parole de l'Elysée sans qu'aucun détail soit révélé. La presse libanaise a annoncé que Sarkis demanderait du matériel pour une valeur de 250 millions de dollars.

GRANDE BRETAGNE

A la suite de la victoire des travailleurs de

Ford qui avaient arraché une augmentation de 17 %, brisant ainsi le pacte social, le gouvernement britannique a décidé de stopper toutes ses commandes à l'entreprise et de ne lui accorder aucune aide financière.

ITALIE

La CCIL, le syndicat italien le plus proche du PCI, a réuni son conseil national. Il a constaté qu'il avait eu des difficultés à faire accepter aux travailleurs le retrait des principales revendications. Par ailleurs, les remous causés par la collaboration du syndicat avec la politique gouvernementale a poussé Trentin à refuser la co-gestion. «Nous entendons gérer nous-mêmes ce que nous entendons dans le contexte italien par austerité».

● Nouvelle extradition vers la RFA ?

Gabor Winter, un jeune Allemand de 20 ans, devra rester en prison pendant encore au moins 20 jours en France. C'est en effet le 20 décembre que le délibéré de la chambre d'accusation prendra fin. L'audience de mercredi après-midi est extrêmement inquiétante. Alors que la demande d'extradition formulée à l'encontre du jeune Allemand a manifestement des justifications politiques — il lui est reproché notamment d'avoir écrit : «Nous voulons détruire ce système avec ses usurfruitiers» — l'avocat général s'est attaché à démontrer qu'il ne s'agissait que d'infractions sociales : «L'accusé refuse toute contrainte sociale». De la même manière, il n'est reproché au jeune Allemand — qui avait 18 ans au moment des écrits incriminés — aucune action, juste des opinions. Le réquisitoire de l'avocat général n'est pas sans rappeler celui qui avait été prononcé contre Klaus Croissant. Visiblement, Peyrefitte s'apprête à accéder, une fois encore, aux exigences de son ami le socialiste Schmidt. En Allemagne, G. Winter est passible d'une peine de cinq ans de détention !

ALLEMAGNE

L'inspecteur général des armées allemandes a démissionné de son poste à la suite de désaccords avec le ministre de la Défense. Il remet notamment en cause la décision de participer à l'achat d'avions radars AWACS imposé par les USA. Il entretenait par ailleurs de mauvais rapports avec l'état-major américain en Allemagne.

FRANCE-CHINE

Selon des déclarations officielles rapportées par les Echos, la France serait en me-

sure de passer outre une éventuelle interdiction américaine de livrer une centrale nucléaire à la Chine. La livraison de cette centrale fait partie d'un important accord de livraison d'équipements industriels.

JUAN CARLOS EN ARGENTINE

«L'ordre politique et la paix sociale ne peuvent avoir d'autres fondements que la dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents et le respect de la loi» a déclaré Juan Carlos lors de sa rencontre avec Videla. Le roi a par ailleurs reçu une délégation de femmes de disparus.

● RFA : à propos du Congrès du DKP

Le Congrès du parti révisionniste ouest-allemand DKP s'est tenu fin octobre à Mannheim pour adopter un nouveau programme. Rien de nouveau n'est sorti de ce Congrès, si ce n'est la réaffirmation du concept de la «démocratie anti-monopoliste».

Dans la «démocratie anti-monopoliste», la classe ouvrière et les «autres forces démocratiques» disposent de suffisamment de pouvoir politique et d'influence parlementaire pour pouvoir former un gouvernement de coalition. «Sur la base des principes et droits démocratiques de la constitution fédérale», ce gouvernement de coalition nettoierait ensuite l'armée, la police, la justice, les mass-média et les services publics des éléments néo-nazi et militaristes.

Le Congrès du DKP s'est tenu à un moment de crise du parti révisionniste. Lors des élections régionales en Hesse et en Bavière, il a perdu jusqu'à deux tiers de son électorat ; le nombre de ses membres est légèrement en recul (aujourd'hui : 46 000 membres). Si l'influence du DKP dans les masses a toujours été extrêmement limitée (ce qui est dû notamment à ses liens étroits avec le SED est-allemand et la réalité repoussante du «socialisme» en RDA), il semble qu'aujourd'hui, une frange plus importante notamment parmi les militants de base du DKP, ne se retrouve plus dans la ligne de ce parti. Et effectivement, comment expliquer, dans les entreprises, la politique de collaboration avec les directions syndicales, entre autres le soutien actif qu'apportent les dirigeants du DKP aux «décrets d'incompatibilité» de la centrale syndicale DGB, décrets prévoyant l'exclusion de tout syndicaliste révolutionnaire. De nombreux militants du DKP se sentent repoussés en outre par le soutien inconditionnel à l'URSS, soutien qui a été réaffirmé lors de ce Congrès («Celui qui se dresse contre l'Union soviétique, se retrouve inévitablement sur la voie des perdants», devait déclarer le dirigeant du DKP, Herbert Mies,) où tout débat sur ce point, même sur la question de «l'euro-communisme» a été soigneusement édulcoré.

Anne RHEIN

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Pour mieux lutter

CONNAITRE L'ECONOMIE

Bruxelles : le système monétaire européen
La difficile mise en place

● **Dimanche et lundi se tiendra à Bruxelles une nouvelle session du Conseil Européen qui rassemble les Chefs de gouvernement de pays de la CEE. Cette session aura, entre autres points à l'ordre du jour, celui de lancer la création de ce qu'il est convenu**

Une nécessité pour une éventuelle relance

Rappelons le projet dans ses grandes lignes :

L'accord signé par Giscard-Schmidt en septembre dernier, inspiré du sommet européen de Brême en juillet 1978 était le produit d'un constat simple. Si on veut un jour relancer les économies capitalistes, il faudra pour l'essentiel compter sur le développement des exportations, c'est-à-dire en fait la relance du commerce international, notamment européen. Pour profiter au maximum d'une telle possibilité, il faut pouvoir échanger sans trop de risques les différentes monnaies nationales. Or, depuis 1974 et la flotaison généralisée des monnaies, rien ne garantit la stabilité de ces échanges monétaires. Dans ces conditions, une solution du point de vue capitaliste : revenir au système des taux de change fixes. Et puisque la superpuissance américaine ne semble pas décidée à stabiliser les fluc-

tuations du dollar, les pays européens de la CEE cherchent aujourd'hui à s'entendre pour créer une zone monétaire relativement stable dans un monde encore instable à cet égard. Cette zone monétaire européenne n'est en fait que la recherche d'un mécanisme qui permettrait de faire fluctuer de concert toutes les monnaies de la CEE par rapport au dollar.

Ce mécanisme doit pouvoir être créé :

1) par la mise en place d'un système d'interventions coordonnées pour limiter les fluctuations entre monnaies européennes.

2) par le projet de création d'un Fonds Monétaire Européen (F.M.E) «distribuant sous conditions des crédits» aux pays à monnaie faible.

3) par l'accroissement du rôle de l'«Unité de compte européenne» (E.C.U.).

Les principales dispositions

1) Mise en place d'un système coordonné d'interventions pour limiter les fluctuations de change. Il s'agirait, en fait, d'un «serpent» dont les marges devraient être «au moins aussi strictes» que celles du «serpent» actuel (2,25 %) liant le mark aux monnaies du Bénélux. La France, ainsi que la Grande-Bretagne et l'Italie, avait proposé que pour une monnaie quelconque ces marges (au-delà desquelles des interventions devraient être déclenchées) soient calculées par rapport à l'unité de compte européenne (définie comme panier variable de monnaies) et non par rapport à chacune des autres monnaies. La RFA a amené la France à abandonner en fait cette solution,

moins contraignante pour les pays à monnaie faible ;

2) Création d'un Fonds monétaire européen. Il remplacerait le Fonds européen de coopération monétaire actuel. Conçu comme un embryon de Banque fédérale européenne, il disposerait de 20 % des réserves en devises et en or des Etats membres, qui lui seraient transférés (environ 26 milliards de dollars).

3) Accroissement du rôle de l'unité de compte européenne. Les banques centrales recevront les E.C.U en contrepartie des réserves qu'elles affecteront au F.M.E.

L'E.C.U. circulera donc comme monnaie dans le circuit des banques centrales européennes.

La recherche d'une nouvelle solidarité

Comment cette zone monétaire européenne est-elle possible aujourd'hui ? Deux éléments importants permettent de répondre à cette question : tout d'abord, la création de cette zone repose sur la conviction que les USA ne peuvent avoir aucun intérêt à enrayer l'affaiblissement constant de leur monnaie, le dollar.

D'autre part, il y a eu un revirement de la RFA dans le domaine de la construction européenne. Pour bien comprendre le premier élément il faut savoir que le dollar, monnaie de l'impérialisme américain, a depuis 1945 le rôle «privilegié» de servir de monnaie internationale. Mais il existe un revers à la médaille : le

d'appeler le «système monétaire européen».

Ainsi s'achèvera une première phase d'un processus lancé lors du Conseil européen de Brême en juillet dernier : le projet de création d'une zone de stabilité monétaire en Europe.

déficit des échanges commerciaux et des paiements américains, à l'inverse des autres pays, est automatiquement financé par des sorties de dollars. Ainsi, les Etats Unis se «dispensent» de sacrifier leur croissance économique et leurs dépenses qui financent leur hégémonie dans le monde pour l'essentiel (investissement US, «soutien» à divers régimes, dépenses militaires) à la restauration de l'équilibre de leurs échanges et de leurs paiements.

De plus — ce qui ne les encourage guère à faire des sacrifices — ce «privilegié monétaire» constitue un atout essentiel pour les Etats Unis dans la concurrence internationale. Et aujourd'hui plus que jamais, conserver cet atout demeure un objectif primordial de la politique étrangère américaine ! Mais de plus en plus, depuis la fin des années 1960, un nombre croissant de pays, et parmi eux surtout les pays européens, sont de moins en moins disposés à supporter un tel déséquilibre.

Il a fallu trois étapes importantes pour arriver à la situation monétaire d'aujourd'hui.

1) En août 1971, la levée de la parité officielle dollar-or ;

2) En 1973, l'abandon progressif de rupture des parités fixes et le passage au système de changes flottants ;

3) En 1976, les accords de la Jamaïque qui entérinèrent toutes les modifications, créant une nouvelle monnaie à partir de laquelle les autres monnaies nationales pouvaient se rapporter : les DTS (Droits de tirage spéciaux) définis comme un panier de plusieurs monnaies (dollar, yen, mark...).

Mais sous les effets de la crise généralisée du capitalisme, aux yeux du nombre de ses partenaires commerciaux, même jusqu'à présent parmi les plus fidèles (RFA-Japon), il semble que la superpuissance américaine ait poussé trop loin ce privilège monétaire.

Les ambitions du puissant impérialisme allemand

C'est ainsi qu'est apparu ces derniers mois l'autre élément : le changement d'attitude de la part de l'impérialisme allemand par rapport à la construction européenne est relativement nouveau.

Aujourd'hui, la RFA traverse mieux la crise que ses partenaires européens. Ainsi, elle est le seul pays qui en 3 ans, ait réussi à retrouver un surplus dans ses échanges avec les pays de l'OPEP.

Ainsi, aujourd'hui, la création d'un S.M.E. sous certaines conditions (une répartition «équitable» du coût de fonctionnement du S.M.E) correspond beaucoup mieux aux intérêts immédiats de l'im-

périalisme allemand.

1) Il limiterait considérablement les pressions du dollar sur le mark. Ainsi il minimiserait dans l'immédiat le coût qu'a représenté le «soutien» au dollar.

2) En limitant les marges de fluctuation entre monnaies européennes. Cette zone monétaire deviendrait une zone où les exportations allemandes ne seraient plus ou moins menacées par la réévaluation du mark par rapport à des monnaies qui ont tendance à chuter avec le dollar (comme la lire, la livre et même le franc). Elles pourraient ainsi trouver un terrain plus favorable à leur développement.

L'obstacle britannique

Ces derniers temps l'attitude britannique s'est considérablement précisée. Si, au moment de la chute accélérée du dollar avant le 1^{er} novembre, on a pu caresser l'espoir que la Grande-Bretagne accepterait le principe d'un S.M.E sans trop de réserves, la «remontée du dollar» a plutôt contribué à renforcer les réticences. Les derniers entretiens entre Giscard et le Premier ministre britannique n'ont abouti à cet égard

qu'à un compromis : la Grande-Bretagne ne sera pas exclue du S.M.E mais elle ne participera pas dès le début au mécanisme de stabilisation des monnaies.

Ces réticences sont pour l'essentiel les suivantes :

1) La Grande-Bretagne ne semble pas complètement convaincue de la nécessité d'abandonner maintenant le système des taux flottants des monnaies et de revenir à un

système de taux fixe. Elle craint surtout que cela ait pour effet de maintenir sa monnaie, la livre, à un taux artificiellement élevé qui pénaliserait tôt ou tard ses exportations.

2) Le système mis en place «ne devrait pas nuire au dollar». Il s'agit en fait de ménager la monnaie américaine.

Quant à l'impérialisme français, les efforts de Giscard depuis septembre permettent de bien apprécier l'enjeu : attacher son économie à la locomotive allemande et pour cela stabiliser la parité du franc avec le mark. Et cette stabilisation aujourd'hui passe par un double effort. D'abord sur le plan diplomatique, réduire les écarts entre les différents partenaires européens, éviter de froisser trop rapidement la superpuissance américaine. Ensuite, et surtout appliquer jusqu'au bout et «sans défaillance» le plan Barre : consolider le retour à l'équilibre du commerce extérieur, poursuivre sans relâche toutes les restructurations nécessaires au maintien d'une certaine compétitivité... Aussi multiplier les licenciements et bloquer les salaires.

Un rapport britannique confidentiel (mais publié par le Times) tente de mesurer le coût de la participation de la Grande Bretagne au S.M.E. Une telle expertise serait intéressante à mener pour la France.

Selon ce rapport, l'entrée de la Grande Bretagne dans un système de taux de change fixes aboutirait, à réduire la compétitivité de la Grande-Bretagne vis-à-vis du Japon et des Etats Unis, à diminuer la production et donc le nombre des emplois et rendrait encore plus difficile la lutte contre l'inflation.

Cette étude envisage deux possibilités :

1) «Si la Grande Bretagne adhère l'an prochain au système, en ayant au préalable procédé à une augmentation d'impôts de 1 700 000 000 de livres, le taux de la livre, en 1982, serait de 23 % supérieur à ce qu'il aurait été si la Grande Bretagne était restée en dehors : la production (P.N.B) serait de 9,5 % plus bas, le chômage augmenterait de 2,7 % et la résistance des travailleurs aux augmentations des impôts mettrait en péril la stratégie anti-inflationniste du gouvernement ;

2) Si la Grande Bretagne entrait dans le S.M.E sans avoir augmenté ses impôts, le taux de la livre serait, en 1982, (selon le document) en hausse de 23 % par rapport au statu quo, le P.N.B. en baisse de 5 %, le chômage augmentant de 1,5 %, les prix et les salaires seraient en baisse de 5 % et la compétitivité diminuerait de 19 %...».

ÉRYTHRÉE

LA NOUVELLE GUERRE DU PEUPLE ÉRYTHRÉEN

Keren sous les bombardements soviétiques

Les forces du Front Patriotique de Libération de l'Erythrée se sont retirées de la ville de Keren, la dernière ville qu'elle contrôlait. Le gouvernement éthiopien a annoncé que les forces du FPLE s'étaient rendues, que des cadres avaient été faits prisonniers. Cette version des faits est fautive : il n'y a pas eu de bataille de Keren. Depuis que l'offensive en cours a été lancée, il n'y a pas eu de véritable bataille. 13 généraux russes, 200 conseillers militaires, des milliers de soldats cubains ont pris en main les combats et appliquent la politique du tapis de bombes, celle-là même que Nixon avait déployée au Vietnam

et au Cambodge. Pour échapper à ces bombardements intensifs et pour préserver ses forces face à un ennemi nouveau et militairement plus efficace que l'armée éthiopienne seule, le FPLE a choisi de retirer ses forces de toutes les villes et d'évacuer la plus grande partie possible de la population. L'armée éthiopienne ne s'est donc emparée que d'une ville pour l'essentiel désertée. Par contre ses vartardises sont profondément inquiétantes sur le sort de la population qui n'a pu être évacuée.

En réalité, pour le peuple érythréen c'est une nouvelle guerre qui commence.

La guerre contre l'URSS, dans laquelle les troupes éthiopiennes ne servent que de chair à canon. Car c'est l'URSS qui a décidé la reprise des combats, c'est l'URSS qui en assure à la fois la possibilité par ses fournitures militaires et la conduite par ses officiers. Car pour elle, l'écrasement du peuple érythréen est la condition pour la réalisation de ses ambitions dans la région, le contrôle de la Corne de l'Afrique et de la mer Rouge.

Elle trouve en face d'elle un mouvement de libération aguerri, expérimenté, une population déterminée à conquérir l'indépendance

pour laquelle elle combat depuis quinze ans. Le soutien qu'elle a reçu depuis le début de son combat doit être aujourd'hui multiplié, car elle est confrontée à un ennemi barbare plus dangereux que celui qu'elle était en passe de vaincre, parce que son combat aujourd'hui est le nôtre. C'est un combat pour la liberté des peuples, garantie essentielle contre les tentatives de dominer le monde, tentatives qui poussent l'URSS à mener des guerres et à en encourager en diverses régions du monde, dans l'espoir de réussir là où les États Unis ont été battus.

G.C.

Le BP du PCF et les ITC

Le Bureau politique du PCF semble vouloir lancer une nouvelle campagne en direction des ingénieurs, techniciens et cadres. Un long communiqué paraît dans *L'Humanité* de mercredi pour relancer l'intérêt des militants à cette question. On y relève ce passage : « Cela doit conduire toutes les organisations du Parti, toutes ses directions, à une réflexion nouvelle prenant pleinement en compte la place et le rôle de ces salariés. »

Le Journal du Dimanche, et Elle changent de direction

Elle magazine dit « féminin » sera désormais dirigé par Eliane Victor, qui était responsable des émissions à destination de la jeunesse sur TF 1. Elle prend la place de JP Farkas qui dirigera la rédaction du *Journal du Dimanche*, M. Claude Imbert s'en allant.

Adoption des modifications du VII^e Plan

Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'Assemblée nationale a approuvé le rapport portant sur les modifications du VII^e plan. Le débat avait été l'occasion pour Debré de réclamer des mesures pour enrayer la dénatalité, et pour Rocard de faire un exposé de ses thèses économiques sur la nécessité de la relance.

14 personnes accusées par la police d'appartenir au FNLC ont été arrêtées par la police hier en Corse et à Paris.

HERSANT LACHÉ PAR GISCARD ?

Mercredi après-midi, Robert Hersant était convoqué chez le juge d'instruction Cablé. Il a été inculpé pour violation de l'ordonnance du 26 août 1944, qui interdit à la même personne de diriger plus d'un quotidien. Les avocats de l'UNSJ ont déclaré à ce propos que cette inculpation constituait « une étape dans la lutte engagée contre la main-mise du pouvoir, au travers d'un homme, sur de nombreux titres de la presse française, qui a provoqué le démantèlement de rédactions et d'imprimeries ». Ils rappellent toutefois que « l'inculpation n'est pas la condamnation » et « appellent la profession à rester vigilante pour que la procédure ne s'enlise pas, comme

cela s'est produit jusqu'ici ».

Il semble bien que cette inculpation soit le signe que Giscard aurait décidé de ne plus couvrir le directeur du *Figaro*, qui contrôle de fait une vingtaine de titres. On avait remarqué, lors de la récente conférence de presse de Giscard, l'appui que celui-ci avait apporté au « groupe de réflexion » de Caillavet, chargé de faire un rapport sur les concentrations de presse. L'orientation de la presse Hersant (*Figaro*, *France-Soir*, *France-Dimanche*, *Journal du Dimanche*) semblerait à l'Élysée trop proche du RPR.

La rupture des accords de Hersant avec *L'Aurore*, plus favorable à l'Élysée,

entraîne de graves difficultés pour ce journal.

Les journalistes de *L'Aurore* viennent de protester contre la manière dont le *Figaro* rend compte de leur situation, leur promettant une mort prochaine.

La direction de *L'Aurore*, qui est aux mains de Janrot proche d'Hersant a refusé que cette protestation figure dans les colonnes du journal.

Concernant l'inculpation de son directeur, le *Figaro* de ce jeudi annonce la nouvelle avec une grande discrétion, et fait savoir que « Robert Hersant s'expliquera ultérieurement sur cette affaire, lorsqu'il aura pris connaissance du dossier ».

Graves menaces contre le droit de grève

En septembre 1976, les ouvriers de l'usine Sodipa dans la banlieue rouennaise se mettent en grève. Après une semaine de lutte pour les salaires et les conditions de travail, les grévistes sont expulsés par les uniformes noirs. La direction est contrainte de lâcher le treizième mois et 3,4 % d'augmentation. A peine trois mois plus tard, les non-grévistes déposent plainte afin de récupérer le manque à gagner du fait de l'occupation et 5 000 francs de dommages et intérêts...

24 non-grévistes sur une usine de 200 personnes font ainsi assigner 6 per-

sonnes dont un délégué CGT. Naturellement les plaignants ne se sont pas embarassés de la promesse patronale inscrite d'ailleurs dans l'accord signé avec la direction selon laquelle, il n'y aurait pas de répression consécutive à la grève. Pendant plus d'un mois, les travailleurs de l'entreprise multiplieront sans succès les actions pour que la plainte soit levée. La direction affirme selon un des assignés qu'elle ne peut faire retirer la plainte « à cause d'un contrat avec la CNPF » !

Le tribunal a osé faire ce qui est sans doute sans précédent : condamner les

ouvriers assignés à indemniser les plaignants. Certains de ces derniers obtiennent 186 francs, d'autres jusqu'à 830 francs... Selon la CGT certains plaignants l'auraient été de force et les plaintes auraient été déposées en leur nom sans leur accord. Quoiqu'il en soit, l'UD a fait appel, appel qui est heureusement suspensif.

HAUSSE DU SMIC
A partir du 1^{er} décembre, le SMIC est fixé à 11,31 F de l'heure. Cela fait 1 968 F brut pour 40 heures hebdomadaires.

● Intervention policière au foyer de Bagnolet Rassemblement dimanche

Alors que la « semaine du dialogue » de Stoléro vient juste de se terminer, mercredi 29 novembre à 5 heures du matin, deux cars de CRS, un car de policiers et quatre fourgonnettes de policiers — en tout plus de 200 flics — sont descendus au foyer Sonacotra de Bagnolet, matraque à la main, pénétrant dans les chambres, sortant tous les résidents de leur lit : contrôles d'identité, pas une protestation tolérée...

Pendant trois heures, l'humiliation, les mots racistes, l'intimidation et les réprimandes n'ont pas cessé...

Le Comité de résidents du foyer Sonacotra de Bagnolet appelle tous les travailleurs à venir dimanche matin 3 décembre à 11 heures au rassemblement de protestation qui aura lieu devant la mairie de Bagnolet.

● Procès des autonomistes bretons

Le procès des deux autonomistes bretons, accusés du plasticage du château de Versailles, devait reprendre jeudi à 9 h 30. On se souvient que les deux inculpés qui en sont bientôt à leur troisième semaine de grève de la faim avaient refusé d'assister au procès, le président de cette juridiction d'exception refusant de « joindre » tous les procès d'autonomistes. Les deux inculpés ont donc été renvoyés dans leur cellule. Leurs avocats, M^{rs} Leclerc et Yann Choucq, ont décidé de ne pas souffler mot. On a assisté alors lors de la dernière audience au défilé des témoins cités par la défense. Tous détenus, les témoins ont juste affirmé leur solidarité avec leurs deux camarades puis sont retournés d'où ils venaient : en prison.

L'État demande 50 000 francs de dommages et intérêts.

Jeudi, il ne restait plus au procureur général qu'à prononcer son réquisitoire et à la Cour de prononcer sa sentence. La peine risque d'être très lourde.

● Trois tabassages racistes à Marseille

Trois récentes affaires de brutalités policières viennent donner un singulier éclairage aux intentions proclamées par Stoléro. Le 23 novembre, un manutentionnaire algérien de 22 ans, Ahmed Hadj Mehidi, soupçonné d'un vol, a été roué de coups au commissariat central de Marseille. Relâché après qu'il ait pu se disculper, il souffre notamment d'un œdème au testicule droit. Le 25 novembre, Amer Hadj Khalifa, 33 ans, juriste tunisien, témoignant au sujet d'un enlèvement qu'il avait vu de sa fenêtre, refusé de se laisser tutoyer : comme réponse, il reçoit plusieurs coups à la tête.

Enfin, un magasinier en chômage, Benarioua Aziz, a eu une lèvre ouverte à la suite de coups reçus lors d'un contrôle de police dans le centre de Marseille.

Ces violences racistes ne doivent pas rester impunies. Les trois victimes ont décidé de porter plainte.

● Menaces fascistes

Un individu se réclamant du « Groupe Charles Martel » a menacé par téléphone les Imprimeurs Libres de faire sauter leur imprimerie. Les Imprimeurs Libres sont un groupe de progressistes qui éditent des brochures, affiches, tracts de collectifs ou de boîtes en grève comme Lip. Leur faute, selon « Charles Martel » serait d'avoir imprimé des affiches de soutien à la lutte des paysans du Larzac. Rappelons que ce groupe s'est fait une réputation dans les actes racistes.

● Prise de participation de l'État chez Dassault

Les conditions d'une prise de participation de l'État chez Dassault annoncées par Giscard en juin 77 sont fixées. Le gouvernement propose d'acquiescer 21 % du capital de la société aéronautique. Pour acquiescer ces participations l'État ne déboursa pas d'argent à proprement parler puisque cela correspond aux créances immédiates exigibles. Dans le projet de loi, le gouvernement précise : « Il s'agit d'une mesure de rationalisation qui exclut toute idée de nationalisation et doit maintenir l'autonomie et la créativité des sociétés existantes ».